

LE PRIX COURANT

REVUE HEBDOMADAIRE

Commerce, Finance, Industrie, Assurance, Etc.

EDITEURS

Compagnie de Publications des Marchands Détailliers
du Canada, Limitée,

Téléphone Est 1185.

MONTREAL...

Echange reliant tous les services:

Montréal et Banlieue, \$2.50

ABONNEMENT: Canada et Etats-Unis, 2.00 } PAR AN.
Union Postale, Frs. - 20.00 }

Bureau de Montréal: 80 rue St-Denis.

Bureau de Toronto: Edifice Crown Life, J. S. Robertson & Co.,
représentants.

Bureau de New-York: Tribune Bldg., William D. Ward, repré-
sentant.

Il n'est pas accepté d'abonnement pour moins d'une année.
A moins d'avis contraire par écrit, adressé directement à
nos bureaux, 15 jours au moins avant la date d'expiration l'a-
bonnement est continué de plein droit.

Toute année commencée est due en entier.

L'abonnement ne cesse pas tant que les arrérages ne sont
pas payés.

Tout chèque pour paiement d'abonnement doit être fait
payable "au pair à Montréal."

Chèques, mandats, bons de poste doivent être faits paya-
bles à l'ordre de "Le Prix Courant".

Prière d'adresser les lettres, etc., simplement comme suit:

"LE PRIX COURANT", Montréal.

Fondé en 1887

LE PRIX COURANT, Vendredi, 11 Juin 1915.

Vol. XLVIII—No. 24

A LA CONQUETE DE NOTRE PROPRE MARCHÉ

Nous n'avons jamais hésité, dans le Prix Courant, à signaler la responsabilité qui pesait sur le commerce et l'industrie de notre pays, et la faiblesse des progrès de notre exportation. Nous ne nous sentons que plus à l'aise pour reconnaître qu'au moment actuel, il ne peut guère être fait quelque chose d'efficace pour le relèvement de notre activité économique, tant que la production ne lui aura pas fourni les éléments nécessaires en même temps que les financiers auront mis à sa disposition les ressources indispensables. Avant de vouloir conquérir les marchés étrangers, il faut nous assurer la possession du nôtre, en en expulsant l'industrie étrangère qui s'y est infiltrée peu à peu et dont nous avons eu incontestablement besoin aux débuts de notre prospérité. L'état de dépression dans lequel nous nous trouvons plongé nous porte tout d'abord, à songer à notre industrie.

Frappée de paralysie au début des hostilités, peu à peu elle revient à elle. Mais comme nous sommes encore loin de l'activité nécessaire pour justifier la "reprise des affaires"! On peut dire qu'actuellement, seules quelques industries privilégiées ont retrouvé leur activité: ce sont celles qui travaillent pour remplir des commandes pour les armées alliées. Mais combien d'autres restent sous le coup de l'ébranlement provoqué ici par la guerre! Combien de cheminées d'usines sans panache, combien d'ateliers sans mouvement! Combien essayent de marcher qui tombent au milieu de leur course, faute de commandes et de capital!

Pour celles-là, il serait bon que le gouvernement se penche sur elles avec le souci de leur existence et qu'il leur accorde le crédit qui leur est trop mesuré.

Trop souvent, les industriels canadiens se sont heurtés et brisés contre les puissants groupements étrangers alimentés par les banques de leur pays. C'est cet appui donné par la finance au commerce et à la production qui a surtout contribué aux progrès économiques de l'Allemagne.

Nous ne manquons cependant pas de capitaux au Canada, et ceux qui les possèdent se laissent assez docilement conduire, sans s'inquiéter suffisamment de sa-

voir où on les conduit. C'est donc aux conducteurs qu'il faut s'en prendre et on ne sait que trop comment les grands sociétés de crédit ont depuis bien des années envisagé le rôle qu'il leur incombait de jouer. C'est de ce côté que doit porter tout d'abord le principal effort de ceux qui veulent contribuer efficacement à une reprise sérieuse des affaires.

Pour qu'un pays se maintienne au rang des grandes nations, il faut qu'il puisse subvenir à sa propre vie économique. La vie économique du Canada doit être exclusivement assurée par ceux qui habitent et qui vivent au Canada, c'est-à-dire que ceux-ci doivent profiter de toutes les positions et absorber tout le travail qui s'offre du fait de nos besoins d'existence. Certes, il ne s'agit pas de prohibitions absolues; certains concours étrangers seront accueillis, mais ils le seront avec discernement, certaines industries étrangères répandront leurs produits dans notre pays mais cela se fera publiquement et sans qu'il leur soit abandonné sur ces articles comme un monopole de fait.

Et nous nous efforcerons d'être représentés hors du Canada de manière aussi large et aussi profitable que les étrangers pourront l'être chez nous...

Comme on le voit, la tâche à accomplir pour reprendre le dessus, représente un effort énorme, il nous faut développer, en tous sens, notre production nationale, de manière à pouvoir non seulement suffire à nos besoins propres et maintenir notre commerce d'exportation dans un mouvement ascendant, mais encore tenter de conquérir une partie des marchés étrangers qui nous sont ouverts et satisfaire à cette clientèle nouvelle. La chose est loin d'être impossible. Il suffit pour cela que les gros potentats de la finance se mettent en tête du mouvement, que les établissements de crédit fassent leur part, que les capitalistes se lancent dans cette entreprise avec autant d'ardeur qu'ils le firent autrefois pour les spéculations immobilières et si les bénéfices qu'ils en retireront ne sont pas aussi importants que ceux réalisés sur le "boom de l'immeuble", du moins seront-ils plus sûrs, et bienfaisants au lieu de meurtriers pour notre pays.



TANGLEFOOT



LE DESTRUCTEUR DE MOUCHES, SANS POISON

46 cas d'empoisonnement d'enfants par le papier à mouches empoisonné furent signalés dans 15 Etats, de juillet à novembre 1914